



S'inscrire à la newsletter

La rétro 2025



Cette année qui s'achève a été marquée par la création du centre hospitalier universitaire. Mais pas seulement ! Nous vous proposons donc de revivre les événements qui ont marqué le secteur de la santé au cours des douze derniers mois.

Le CHU, un pas vers « la souveraineté sanitaire » de la Guyane



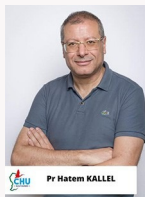
C'est une date majeure dans l'histoire de la santé en Guyane : le centre hospitalo-universitaire – CHU – a été officiellement créé le 16 juin, en présence du ministre des Outre-mer, Manuel Valls ([lire la Lettre pro du 17 juin](#)). Le coup d'envoi de ce chantier avait été donné en 2021. Depuis,

un projet médico-soignant commun aux trois hôpitaux de Cayenne, Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni a été rédigé, autour d'une quarantaine de filières de soins.

Le 1er janvier, les trois hôpitaux ont transféré environ 80 % de leurs autorisations d'activité et d'équipements matériels lourds au groupement de coopération sanitaire préfigurateur du CHU de Guyane. Celui-ci a été labellisé centre hospitalier régional (CHR) en mai. En son sein, les activités sont désormais réparties en huit pôles :

- Urgences soins critiques (urgences des trois sites, médecine légale, réanimation de Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni ; chef de pôle : Pr Hatem Kallel) ;
- Chirurgie-anesthésie (chirurgies, anesthésie des trois sites ; cheffe de pôle : Dr Anne-Christèle Dzierzek) ;
- Femme-enfant (médecine néonatale, pédiatrie, chirurgie pédiatrique, gynéco-obstétrique ; chef de pôle : Pr Narcisse Elenga) ;
- Médecine 1 (cardiologie, neurologie, hépato-gastroentérologie, pneumologie, endocrino-diabétologie et nutrition, néphrologie ; chef de pôle : Dr Dominique Louvel) ;
- Médecine 2 (infectiologie, dermatologie, soins palliatifs, médecine interne, médecine polyvalente ; chef de pôle : Pr Félix Djossou) ;
- Médico-technique (imagerie, anatomo-cytopathologie, pharmacie de Cayenne et biologie de Cayenne ; cheffe de pôle : Pr Magalie Pierre-Demar) ;
- Santé publique – recherche (Département Recherche Innovation Santé Publique, permanences d'accès aux soins de santé, Promes et santé sexuelle et reproductive ; chef de pôle : Pr Antoine Adenis) ;
- CDPS – hôpitaux de proximité (Oyapock-est, Haut-Maroni, Bas-Maroni, médiation et équipes mobiles en santé publique ; chef de pôle : Dr Cyril Rousseau).

La santé mentale, l'oncologie médicale, les pharmacies de Kourou et Saint-Laurent-du-Maroni ainsi que la biologie de Saint-Laurent-du-Maroni, notamment, sont restées rattachées à leurs hôpitaux respectifs.



Pr Hatem KALLEL



Dr Franklin SAMOU-FANTCHO

Fin février, le futur CHU élit son premier président de commission médicale d'établissement (CME) en la personne du Pr Hatem Kallel ([lire la Lettre pro du 21 février 2025](#)). Le Dr Franklin Samou-Fantcho, chef de service de médecine interne, rhumatologie, hématologie et gériatrie à Saint-Laurent-du-Maroni, est désigné vice-président. Le CHU est également doté d'un comité social d'établissement (CSE) et d'un conseil de surveillance, présidé par Martine Papaix-Puech. « La création du CHU est une première étape », soulignent Christophe Bouriat, directeur général par intérim, et le Pr Hatem Kallel ([lire la Lettre pro du 20 juin](#)).

Le CHU regroupe 2 800 équivalents-temps-pleins et 600 professionnels médicaux. En janvier, il disposait d'une capacité de 673 lits pour 206 000 journées en médecine-chirurgie-obstétrique (MCO), ainsi que de 71 places ambulatoires pour 27 000 séances. Plusieurs investissements majeurs viennent d'être achevés ou sont en cours : bâtiment recherche (10 millions d'euros), maison hospitalière (6,6 millions), pôle consultation de Cayenne (40 millions), rénovation de la psychiatrie à Cayenne (13 millions), reconstruction de l'Ehpad et du SMR de Saint-Laurent-du-Maroni (20 millions et 6 millions), extension de la maternité de Saint-Laurent-du-Maroni, reprise des façades du bâtiment médecine-chirurgie de Cayenne (30 millions), rénovation des urgences à Cayenne ([lire la Lettre pro du 25 février](#)), bloc opératoire, bâtiment médecine et bâtiment administratif à Kourou...

Dans le même temps, l'UFR santé est créée à l'Université de Guyane. Son premier doyen est le Pr Pierre Couppié, chef de service de dermatologie à Cayenne ([lire la Lettre pro du 18 juillet](#)).



Le 1er septembre, Ahmed El-Bahri devient le premier directeur général du CHU de Guyane. Directeur d'hôpital, il est également diplômé de gestion et marketing.

Début décembre, il donne sa première longue [interview sur Guyane la 1ère](#). Il y expose sa vision du CHU, du développement des activités et les perspectives de redressement de ses finances.

♦ Site de Cayenne

Les urgences de Cayenne, où le Dr Rémi Mutricy a succédé au Pr Jean Pujo, se réorganisent ([lire la Lettre pro du 25 février](#)).

Les victimes de violences conjugales peuvent désormais porter plainte à l'hôpital ([lire la Lettre pro du 25 avril et du 24 juin](#)).

Le Dr Romain Blaizot, dermatologue au CHU – site de Cayenne, est nommé PU-PH le 1er septembre. Le 1er octobre, il succède au Pr Pierre Couppié à la tête du service de dermatologie. A la même date, le Dr Gianluca Giove est nommé chef de service d'endocrinologie, diabétologie et nutrition.

Le 27 octobre, le Cegidd ouvre au rez-de-chaussée du bâtiment enseignement – recherche.



Le 5 novembre, la maternité de Cayenne reçoit la label Maternys, créé par le Collège national des gynécologues-obstétriciens français pour distinguer les établissements ayant une politique volontariste d'écoute des femmes.

Totalement sonorisée depuis la fin octobre, la salle de simulation de l'Institut Santé des Population en Amazonie (ISPA) accueille sa première formation par la simulation, mi-novembre, en obstétrique, anesthésie et néonatalogie.

Le 4 décembre, pour la première fois, une femme vivant avec le VIH bénéficie du nouveau protocole lui permettant d'allaiter son enfant.

♦ Site de Kourou

Le site de Kourou du CHU de Guyane augmente, dès le début d'année, le nombre de ses consultations spécialisées en neurologie, dermatologie et néphrologie.

Mi-novembre, l'équipe d'urologie réalise les premières énucléations prostatiques au laser Thulium : YAG.



♦ Site de Saint-Laurent-du-Maroni



L'établissement renouvelle sa commission des usagers, en décembre. Avant cela, il avait publié son nouveau livret d'accueil.

♦ Hôpitaux de proximité et CDPS



Mi-février, deux ambulances, financées par l'Agence régionale de santé (ARS) embarquent sur des pirogues à Saint-Laurent-du-Maroni, pour rejoindre les hôpitaux de proximité de Grand-Santi et de Maripasoula ([lire la Lettre pro du 18 février](#)).

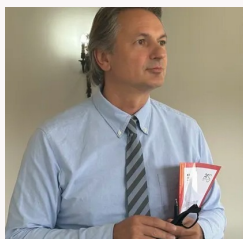
De nouvelles missions spécialisées sont organisées dans les hôpitaux de proximité en cardiologie et neurologie, ainsi que des consultations du centre intégré de la drépanocytose ([lire la Lettre pro du 14 mars](#)).

Depuis le 7 mars, les habitants de certains villages du Haut-Maroni ayant un rendez-vous de santé au bourg de Maripasoula peuvent utiliser la pirogue sanitaire de l'hôpital, financée par l'ARS. En juin, son taux de remplissage atteignait 72 %.



Depuis octobre, le CHU organise des formations sur site pour les professionnels des hôpitaux de proximité, à commencer par l'AFGSU et la formation « Plaies et cicatrisation ».

Du mouvement à l'ARS



Bertrand Parent est le nouveau directeur général de l'ARS, depuis le 15 décembre.

Enseignant-chercheur à l'École des hautes études en santé publique (EHESP), il succède à Laurent Bien.

Avant cela, Myriam Chanteur a rejoint l'agence en septembre, en tant que directrice de cabinet. De profil financier, elle a exercé pendant dix ans à la CGSS Martinique puis quinze à l'ARS.

Depuis le 16 juin, le Dr Manuel Munoz est le nouveau directeur de la santé publique (DSP), à l'Agence régionale de santé. Médecin clinicien dans sa première partie de carrière, il a exercé aux urgences-Samu de l'hôpital de Cayenne, de 1991 à 1993.

Ludovic Jurion est chef de pôle établissements de santé, au sein de la direction de l'offre de soins, à l'ARS Guyane, depuis le 1er septembre. Il suit particulièrement les financements des établissements de santé.

Le 1er décembre, Alain Lemonnier succède à Adrien Ortelli en tant que chef de pôle santé-environnement.

Offre de soins

♦ Ouverture de la clinique La Canopée



La clinique La Canopée ouvre officiellement ses portes le 10 février, à Cayenne. Son premier patient est pris en charge en soins palliatifs adultes. Dans le même temps, elle reçoit les premiers enfants de l'hôpital de jour en soins médicaux et de réadaptation pédiatrique. L'ouverture effective de ses services intervient en mars, tant pour les services de médecine que de rééducation. L'unité de dialyse médicalisée est agrandie fin août.

Au fil de l'année, le groupe lance des consultations avancées de médecine générale et de spécialités à Saint-Laurent-du-Maroni, à Kourou et enfin à Maripasoula et Papaïchton.

L'équipe mobile de gériatrie (EMG) débute ses missions dans les communes isolées, à Maripasoula mi-octobre.

♦ Des difficultés chez Guyane santé



Le groupe Guyane santé (cliniques Saint-Paul, Saint-Gabriel et Saint-Adrien, à Cayenne) connaît des difficultés en cette année 2025. Deux des cliniques sont placées sous procédure de sauvegarde. Le groupe est visé par une plainte du Dr Saran Camara et du personnel de Saint-Paul manifeste fin octobre contre le management. Le Dr Jean-Marc Pierrot, PDG du groupe, répond, dans une interview exclusive à la [Lettre pro du 21 novembre](#). Il précise les perspectives de rétablissement de ses établissements et ses projets de développement.

Avant cela, Guyane santé avait créé en juillet sa filière gériatrique, portée par l'hôpital privé Saint-Adrien, dans le but de proposer un parcours coordonné, lisible et adapté aux besoins des personnes âgées.

♦ Eurofins perd son accréditation

2025 aurait dû être une belle année pour le groupe de biologie médicale Eurofins. Le 28 janvier, le laboratoire entame son déménagement dans un bâtiment plus grand et plus moderne, sur la zone Terca, à Matoury. Un mois plus tôt, le Dr Constant Bokoya a succédé au Dr Didier Musso à la tête



du groupe de 94 salariés. Las ! Début août, le Cofrac suspend son accréditation. L'organisme lui reproche des écarts relevant principalement du pilotage, de la métrologie, de la qualité de suivi ou encore de l'habilitation... Un cumul de petits écarts, trop nombreux pour être ignorés. L'Agence régionale de santé prend un arrêté l'autorisant à poursuivre ses activités jusqu'à début

février 2026 et suit de manière bimensuelle le plan d'actions pour le retour à la normale ([lire la Lettre pro du 7 octobre](#)). La contrevisite du Cofrac s'est déroulée en novembre.

♦ Vers de nouvelles ouvertures de pharmacies d'officine

Au cours d'une année marquée par un important mouvement de grève contre les plafonds de remises commerciales, suspendus fin septembre, les pharmaciens d'officine échangent également avec l'ARS sur le dispositif « territoires fragiles ». Il permet de nouvelles ouvertures de pharmacie d'officine dans les territoires au sein desquels l'accès au médicament pour la population n'est pas assuré de manière satisfaisante. Fin juillet, [l'ARS publie une liste de quinze communes et sept secteurs considérés comme territoires fragiles](#).

♦ Et aussi...



Après Cayenne et Kourou, la Croix-Rouge française lance son activité de médecine générale sur son site de Saint-Laurent-du-Maroni, fin novembre.

Le Dr Karl Kpossou, médecin coordinateur, est nommé directeur du pôle santé publique de l'association, début octobre.

Imagerie médicale de Baduel met en service son second scanner, le 1er décembre.

La CPTS Centre littoral, où le Dr Christian Rohrbacher a été réélu président, publie :

- Un protocole de téléconsultation assistée par infirmier libéral ([lire la Lettre pro du 5 septembre](#)) ;
- [Un guide pratique de repérage des conduites addictives au premier recours](#) ;
- [Un guide de prise en charge de la personne âgée ayant chuté](#).

Après la MSP Léopold à Saint-Laurent-du-Maroni et la future MSP de la ZAC de Soula à Macouria, une troisième infirmière Asalée s'installe sur le territoire, à la MSP Bourg de Matoury.

Vers de nouvelles activités

En ces derniers jours de l'année ou tout début janvier, Bertrand Parent, nouveau directeur général de l'ARS, doit signer les autorisations de nouvelles activités et nouveaux équipements matériels lourds. Elles concernent l'aide médicale à la procréation, le traitement des cancers dont la radiothérapie, le diagnostic prénatal, la médecine nucléaire, l'imagerie, la réanimation néonatale, la chirurgie pédiatrique et la psychiatrie périnatale.

♦ Et aussi...



De nouvelles autorisations de soins médicaux et de réadaptation sont attribuées aux établissements ([lire la Lettre pro du 21 mars](#)). Ils auront notamment pour obligation de développer l'activité d'hôpital de jour. A l'hôpital de Cayenne, l'exosquelette effectue ses premiers pas mi-mai, ([lire la Lettre pro 20 mai](#)) un an après celui de la clinique Saint-Paul ([lire la Lettre pro du 21 mars](#)).

En cancérologie, Onco Guyane ouvre une conciergerie administrative, à la demande de l'ARS, pour fluidifier le parcours administratif des patients souffrant de cancer, notamment ceux partant en évacuation sanitaire.

Dans le traitement de l'insuffisance rénale chronique, l'ARS autorise de nouveaux centres de dialyse, dont la dialyse péritonéale à l'hôpital de Cayenne. Lorsqu'ils seront tous ouverts, la Guyane comptera 229 postes, contre 72 début 2023 ([lire la Lettre pro du 18 mars](#)). Début novembre, Clinifutur annonce le démarrage des travaux de son futur centre de dialyse, près de l'aéroport Félix-Éboué, à Matoury. Le nombre de patients guyanais inscrits pour une greffe rénale est en forte hausse, et dépasse désormais 200.



Six communes ainsi que l'Agence régionale de santé deviennent ambassadrices du don d'organes.



Le service d'hépatogastroentérologie du CHU de Guyane – site de Cayenne s'équipe d'une nouvelle colonne d'endoscopie de haute résolution et dotée d'une intelligence artificielle, permettant de mieux détecter et caractériser les polypes ([lire la Lettre pro du 22 avril](#)).

Depuis février, des consultations dédiées sont proposées aux patients souffrant d'hémophilie ou d'une maladie hémorragique rare, à l'hôpital de Cayenne. L'objectif est de créer un centre de référence sur le territoire ([lire la Lettre pro du 13 mai](#)).

Le centre spécialisé de l'obésité, coordonné par le Dr Mickaël Massicard, voit le jour au CHU de Guyane – site de Cayenne.

Les permanences d'accès aux soins de santé (Pass) hospitalières représentent 5 % de l'activité nationale. Le CHU ouvre une Pass à domicile à Cayenne, rapproche celle de Saint-Laurent-du-Maroni des urgences afin de les désengorger, et travaille au déménagement de celle de Kourou ([lire la Lettre pro du 8 août](#)).

E-santé : de nouvelles expertises sur Comudoc

Après la dermatologie depuis fin 2023, de nouvelles expertises sont proposées sur Comudoc, l'outil régional de télésanté. En juillet débutent les télé-expertises en

- Urologie, avec le service du CHU de Guyane – site de Kourou ([lire la Lettre pro du 8 juillet](#)) ;
- Infectiologie, avec le service du CHU de Guyane – site de Cayenne ([lire la Lettre pro du 14 octobre](#)) ;
- Cardiologie libérale, avec le Dr Ismaïl Mekhdoul ([lire la Lettre pro du 11 juillet](#)).

♦ Et aussi...

Cantonné jusque-là aux courriers électroniques, la messagerie sécurisée de santé Médimail, déployée par le GCS Guyasis, lance son sa messagerie instantanée sécurisée fin avril. Médimail est aujourd'hui utilisé par le CHC, le CHK, les infirmiers libéraux, L'Ébène et les PEP. Il est également ouvert aux médecins libéraux.



A la mi-octobre, la maison France service d'Iracoubo est équipée d'une borne de téléconsultation.

Les professionnels de santé touchés par les violences



A quelques jours de la fin d'année, le 23 décembre, la préfecture accueille une importante rencontre autour de la sécurité des professionnels de santé, terme d'une année marquée par les violences : viol d'une infirmière à Maripasoula, menaces de mort contre un gynécologue-obstétricien à Cayenne, coups de feu à proximité d'une infirmière à Kourou, cambriolage d'une pharmacie...

Lors de cette réunion à la préfecture, Bertrand Parent annonce ou confirme notamment :

- La création et le financement par l'ARS d'un poste de coordinateur régional dédié à la sécurisation des professionnels de santé ;
- La généralisation des boutons antipanique, déployés depuis le 9 janvier auprès des professionnels de santé libéraux de Cayenne ;
- Le renforcement des formations dispensées par la gendarmerie nationale et la police nationale, sur le modèle de celles qui se sont déroulées fin mai à Saint-Laurent-du-Maroni et mi-juin à Cayenne ([lire la Lettre pro du 17 juin](#)).

Au Parquet, sera nommé un procureur référent pour le suivi des agressions des professionnels de santé, tandis que la loi durcissant la répression de ces violences a été publiée fin juillet.

Par ailleurs, les dispositifs de vidéosurveillance déployés dans plusieurs communes pourront intégrer les lieux d'exercice des professionnels de santé et les pharmacies.

Avant cela, début mars, Le Planning familial de Saint-Laurent a pris le nom d'Hélène Tarcy-Cétout, tuée le 8 avril 2024 à l'arme blanche, alors qu'elle se rendait à la pharmacie La Pirogue, où elle exerçait.

♦ Et aussi...

Quarante-trois praticiens à diplômes hors de l'Union européenne (Padhue) de Guyane sont lauréats des épreuves de vérification des connaissances (EVC). Les résultats 2025 seront connus dans les prochaines semaines.



Cent cinq internes débutent leur stage en Guyane en mai, ce qui constitue un nombre record, puis quatre-vingt-trois en novembre. L'ARS agrée deux nouveaux terrains de stage : le service de chirurgie orthopédique du Centre Hospitalier de Cayenne et l'Observatoire régional de santé de Guyane.

Vingt-six étudiants passent en deuxième année de médecine, qu'ils effectuent désormais en Guyane.

L'Institut de formation en santé de Guyane envoie pour la première fois des étudiants en stage dans le cadre du dispositif Erasmus. Les taux de réussite sont en hausse dans toutes les formations : infirmiers, aides-soignants et auxiliaires de puériculture.



Le 3 décembre, une délégation de l'UFR de pharmacie de l'Université de Bordeaux vient en Guyane remettre leurs diplômes à 16 nouveaux préparateurs en pharmacie.

La première promotion d'ambulanciers de l'institut de formation Terra Plena, à Saint-Laurent-du-Maroni, reçoit ses diplômes le 4 juin.

L'ARS signe une convention avec la filière Excellence santé de l'Externat Saint-Joseph, à Cayenne. Chaque année, une cinquantaine d'élèves de seconde, première et terminale s'y inscrit pour bénéficier de rencontres avec les professionnels de santé, de conférences thématiques et de cours supplémentaires dans les matières scientifiques ([lire la Lettre pro du 26 septembre](#)).

Une année grippée

La Guyane aura été en épidémie de grippe quasiment toute l'année. Début janvier, Santé publique France (SpF) constate une première hausse de la circulation du virus. Deux cas graves sont signalés par les services de réanimation adulte et néonatale du Chog et CHC. En dépit d'un premier recul début février, le virus ne cesse de circuler, notamment sous l'effet de l'épidémie dans l'hémisphère sud à la fin du premier semestre. La fin de l'épidémie ne sera déclarée que mi-août. Le répit est de courte durée : le nombre de consultations repart à la hausse début octobre. La Guyane est de nouveau déclarée en situation d'épidémie en décembre. Un premier décès est enregistré à l'hôpital de Cayenne. « Ce niveau de circulation n'avait pas été enregistré depuis plusieurs années. Il suit la tendance générale observée en France hexagonale et dans les autres Drom », prévient SpF.

♦ Et aussi...



Alors que l'épidémie de bronchiolite débutée fin 2024 se termine fin janvier, le nombre de cas repart fortement à la hausse en mai. Cela impacte le pôle femme - enfant du CHU et provoque des tensions sur les ressources humaines, notamment chez les personnels paramédicaux. Une cellule de crise se réunit à partir de juillet, avec l'ARS, pour y remédier ([lire la Lettre pro du 11 juillet](#)). SpF ne constatera la fin de l'épidémie que début septembre.

Quelques cas de paludisme sont diagnostiqués en fin d'année à Matoury.

Alors que La Réunion subit une épidémie de chikungunya et que des épisodes de transmission autochtone sont enregistrés dans l'Hexagone, l'ARS Guyane est notifiée de trois cas, début avril. Les investigations menées par ses équipes et celles de Santé publique France concluent à des cas importés, tous de La Réunion.

Vaccination : la Guyane tente de rattraper son retard



Fin 2024, le Centre Hospitalier de l'Ouest guyanais a notifié à l'ARS seize cas de coqueluche chez des nourrissons et des enfants, dont deux décès, dans un contexte de recrudescence mondiale. Une campagne de rattrapage vaccinal, initiée, organisée et financée par l'ARS, débute en février à Saint-Laurent-du-Maroni et Mana. Elle est renouvelée en avril ([lire la Lettre pro du 11 avril](#)).

Après la découverte du poliovirus dérivé de souche vaccinale dans les eaux usées à Cayenne, Rémire-Montjoly et Saint-Georges en 2024, une campagne de rattrapage vaccinal est organisée dans les écoles maternelles et les classes de CP de ces trois communes et de Matoury, mi-mars.

Du 27 janvier au 7 février, l'hôpital de Cayenne met sur pied une campagne de rattrapage vaccinal dans plusieurs quartiers de Saint-Georges.

Environ 3 000 enfants ont bénéficié de ces campagnes de rattrapage ([lire la Lettre pro du 29 avril](#)).

Une nouvelle campagne de vaccination contre les papillomavirus humains (HPV) est lancée en début d'année, dans les collèges. Elle permettra d'augmenter de 4 à 5 points la couverture contre les HPV.

Venu animer des formations à destination des professionnels de santé, le Pr Robert Cohen, président du Groupe de pédiatrie infectieuse pédiatrique et fondateur d'Infovacc, revient sur la situation de la vaccination en Guyane, dans une [interview à la Lettre pro](#).

Santé publique : l'eau du robinet au centre de l'attention



Toute l'année, des dépassements de la limite de qualité sanitaire ont été constatés par l'Agence régionale de santé, dans le cadre de sa mission de contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine. Certains concernent les trihalométhanes (THM), une substance classée comme « peut-être cancérigène pour l'homme ». Ils se sont produits de janvier à juillet, dans les communes de Montsinéry-Tonnegrande,

Cayenne, Matoury et Macouria, alimentées par les usines de la Comté et de Matiti, ainsi qu'à Sinnamary, qui dispose de son propre captage.

Les interventions menées avec la commune de Sinnamary, la communauté d'agglomération du Centre littoral (CACL) et leur délégataire, la Société guyanaise des eaux (SGDE), permet de faire repasser cette concentration sous la limite sanitaire de 100 microgrammes par litre, à partir du mois d'août. Au dernier trimestre, l'ARS enregistre de nouveaux résultats non conformes à Cayenne, à Matiti et à Sinnamary. L'alerte est levée en fin d'année pour les réseaux de Matiti et de Sinnamary.

Un dépassement ponctuel ne remet pas en cause la potabilité de l'eau, mais nécessite une vigilance accrue. Les risques sanitaires liés aux THM concernent, à dire d'experts, une exposition

chronique pendant plusieurs dizaines d'années pouvant être associée à certains cancers, notamment de la vessie.



Des dépassements de la valeur de référence pour l'aluminium ont également été constatés au premier trimestre. Cela n'induit pas automatiquement de risque sanitaire pour le consommateur. Ces dépassements indiquent cependant une qualité de l'eau dégradée qui nécessite des actions des collectivités concernées afin de faire baisser ces taux. Dans une [foire aux questions publiée sur son site internet](#), l'ARS fait le point les quantités d'aluminium mesurées dans l'eau du robinet, qu'elle communique régulièrement aux abonnés, et sur les dépassements enregistrés dans plusieurs communes.

♦ Et aussi...



L'IRD et le CNRS ont dévoilé, début avril, les résultats de l'enquête Plomb et manioc dans le bassin de l'Oyapock, financée par l'ARS dans le cadre de la Stratégie métaux lourds (Stramélo). Le plomb, responsable du saturnisme, est bien présent dans les tubercules de manioc. Il provient du sol et non des opérations de transformation.

Toujours dans le cadre de la Stramélo, l'équipe mobile métaux lourds (Emlo), portée par le CHU de Guyane, entame le dépistage du mercure, du plomb et d'autres métaux chez les femmes enceintes ou susceptibles de le devenir, et chez tous les enfants de moins de 6 ans, en octobre, à Maripasoula. Cette intervention est le prélude à un parcours de santé allant de la prévention secondaire au dépistage des troubles du neurodéveloppement (TND) ou d'éventuelles pathologies neurologiques.

À Camopi, où l'équipe Emlo était déployée ces dernières années, le dispositif Pilakit réalise des bilans TND et a réalisé sa première mission dans le village de Trois-Sauts. Un travail clinique et de recherche sur le sujet est également en cours.



Le 30 septembre, l'ARS, la Collectivité territoriale (CTG) et la préfecture signent le [Plan régional santé environnement \(PRSE\)](#). Le document se concentre sur vingt-six actions comme la mesure la qualité de l'air dans quatre écoles du territoire, l'élaboration d'une charte de qualité sur le marché de Cayenne, la mise en œuvre du plan contre la leptospirose, la poursuite des recherches sur la bactérie Wolbachia pour lutter contre les moustiques vecteurs, le développement des plantes alimentaires non conventionnelles, l'accompagnement des mairies dans le respect des nouvelles obligations d'accès à l'eau potable, la sensibilisation des élus sur leur compétence déchets... ([lire la Lettre pro du 3 octobre](#)).

La maison des femmes est inaugurée le 15 septembre, à Oiapoque, au Brésil ([lire la Lettre pro du 16 septembre](#)). Elle offre un hébergement d'urgence et un accompagnement aux femmes victimes de violences, sur décision de justice. Des places d'urgence, gérées par SOS Solidarités, voient également le jour à Saint-Georges. À l'hôpital de Saint-Laurent-du-Maroni, une équipe « Maison des femmes » travaille sur le parcours des femmes victimes de violences au sein de l'établissement, à partir de leur accueil aux urgences ou de leur repérage en gynécologie.



Les groupes de travail du Projet territorial de santé mentale (PTSM) commencent à se réunir mi-février.

Nightline, l'association engagée pour la santé mentale des étudiants, démarre son activité en Guyane, en début d'année.

Fin mars, l'ARS publie sa [stratégie régionale 2024-2027 de lutte contre les addictions](#). Elle fixe comme priorité de prévenir l'entrée dans les addictions dès le plus jeune âge, de porter attention aux publics vulnérables et à la situation dans les communes de l'intérieur.

En mars, l'Association guyanaise de réduction des risques (Agrrr) s'alarme de la diffusion d'un produit psychoactif connu sous le nom de « Pikachu ». Les analyses toxicologiques révèlent une forte teneur en MDMA, aussi appelée « Sukru ».

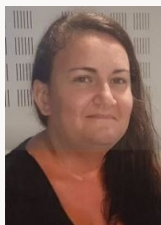
Le groupe SOS Solidarités déploie le dispositif Parraj. Le but est de favoriser l'accès à la prévention et aux soins pour les enfants en situation de vulnérabilité face aux addictions ([lire la Lettre pro du 25 juillet](#)). Le dispositif prend fin au second semestre.



L'association InterCLAN Guyane, qui réunit les comités de liaison en alimentation et nutrition des établissements de santé, travaille à un projet d'abécédaire de recettes de cuisine reflétant la diversité culturelle de la Guyane, ainsi qu'à une analyse nutritionnelle. Elle permettra d'enrichir les connaissances sur ce que consomme la population au quotidien.

L'étude Guyaconso, menée en 2022 et 2023 auprès de 1 651 ménages du territoire, a livré ses conclusions. Outre la faible diversité alimentaire dans une large partie de la population, elle fournit des données inédites sur les grandes disparités selon le sexe, l'âge, le lieu de naissance ou le niveau d'éducation ([lire la Lettre pro du 12 août](#)).

Début avril, [le réseau sport-santé de Guyane met en ligne son site internet](#). Il fournit une cartographie de l'offre d'activité physique, un outil permettant aux professionnels sportifs d'être référencés, un outil d'orientation des patients vers des activités physiques adaptées. La Stratégie nationale sport santé 2025 – 2030 est lancée début septembre.



Le Dr Aude Lucarelli est élue présidente du tout nouveau Comité de coordination régionale de la santé sexuelle, début juin. Le Coress succède à l'ancien Comité de coordination régionale de la lutte contre VIH et les IST (Corevih).

Fin novembre, Saint-Laurent-du-Maroni renouvelle son contrat local de santé (CLS). La communauté de communes des Savanes (CCDS, réunissant Kourou, Sinnamary, Iracoubo et Saint-Elie) signe le premier CLS intercommunal du territoire, au même moment.

La première Maison des 1 000 premiers jours voit le jour au sein de la PMI de Macouria.

Médico-social : l'offre poursuit son développement malgré les difficultés de recrutement



Pour combler le déficit de places pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap en Guyane, l'Agence régionale de santé et la Collectivité territoriale publient, début août, le calendrier prévisionnel indicatif des [appels à projets médico-sociaux](#). Il liste les établissements et services médico-sociaux devant voir le jour dans les années à venir. Les ouvertures devraient être effectives entre 2028 et 2030 et aboutir à la création de 823 places supplémentaires. Ce calendrier prévoit notamment un institut thérapeutique, éducatif et pédagogique (Itep) ainsi qu'une maison d'accueil spécialisée (MAS) dans l'Ouest, et un premier établissement d'accueil médicalisé (EAM) en Guyane, dont [l'appel à projets est lancé début octobre](#).

Certains projets butent, toutefois, sur les difficultés de recrutement de professionnels. C'est particulièrement le cas chez les infirmiers et les éducateurs spécialisés. Si les causes sont multiples – convention collective peu attractive mais en cours de renégociation, concurrence du secteur sanitaire public, déficit de formation sur le territoire, méconnaissance des métiers – quelques pistes émergent : améliorer la qualité de vie au travail, développer la formation en alternance, communiquer autour des métiers voire créer un dispositif équivalent aux Padhue pour les métiers du médico-social. Le 16 mai, [la Lettre pro publie une liste de 175 postes](#) à pourvoir dans les structures du territoire. Cette difficulté, les dirigeants des organismes gestionnaires la répètent lors de la visite de Maëlig Le Bayon, directeur général de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), début juin ([lire la Lettre pro du 6 juin](#)).

♦ Et aussi...



Un Observatoire des besoins des personnes en situation de handicap, porté par le Creai à la demande de l'ARS, voit le jour début octobre. Les indicateurs et les études qu'il produira aideront les décideurs dans leurs choix et leurs discussions pour l'accompagnement de ce public.

Deux associations sont labellisées groupes d'entraide mutuelle par l'ARS : Réseau drogue solidarité (RDS) dans le champ des addictions et AtypiK pour l'autisme. Le 1er octobre, cette association inaugure son Neuro-Lodge, aménagé pour organiser des groupes de paroles, des ateliers ou simplement offrir un lieu de repos pour ses membres.

A Cayenne, l'Ehpad Saint-Paul ouvre son pôle d'activités et de soins adaptés (Pasa), le 1er décembre. Cet espace au sein de l'Ehpad est destiné à accueillir durant la journée des résidents de l'établissement ayant des troubles du comportement modérés et atteints de la maladie d'Alzheimer, d'une maladie apparentée ou d'une maladie neuro-dégénérative.

L'Ébène et l'Apadag rejoignent le GCSMS Handicap, d'un continent à l'autre, en février. S'y trouvent déjà l'Epnak et l'Adapei.



L'établissement et service d'aide par le travail (Esat) de l'Adapei inaugure sa ferme pédagogique, mi-septembre dans le secteur de Matiti, à Macouria. Elle se veut un prolongement de l'activité réalisée dans les ateliers de l'établissement ([lire la Lettre pro du 19 septembre](#)).



L'Esat Ébène inaugure son showroom à Cayenne, mi-novembre. Conçu pour présenter les réalisations des travailleurs, il permet aux visiteurs de les acheter.

La MAS de Kourou installe la solution « L'Oreille augmentée des soignants », financée par l'Agence régionale de santé, dans plusieurs chambres de résidents. Ce système d'alerte nocturne se base sur l'analyse du contexte sonore et permet, grâce à l'intelligence artificielle, d'alerter les soignants sur différents risques captés par le son.

La MAS de Kourou organise la première édition des jeux paralympiques de Guyane fin mars, puis une seconde édition mi-septembre. Elles permettent de réunir environ 150 personnes en situation de handicap de différentes structures du territoire.



Des associations actives



Fanny Gras est la nouvelle directrice de Guyane promotion santé (GPS), l'instance régionale d'éducation et promotion de la santé (Ireps). Après des dernières années marquées par les difficultés de l'association, la nouvelle directrice présente ses projets ([lire la Lettre pro du 14 mars](#) et la [Lettre pro du 17 octobre](#)).

Chantal Bantifo, sage-femme, est la nouvelle coordinatrice du dispositif spécifique régional en périnatalité, anciennement réseau Périnat Guyane. Elle présente ses priorités dans la [Lettre pro du 6 mai](#).

Médecins du Monde lance son université populaire fin mars. Elle se tient les 29 et 30 novembre, dans le but d'interpeller les pouvoirs publics sur les inégalités sociales de santé.



Grâce au recrutement d'une coordinatrice, Stéphanie Laloi, en juillet, la filière EndoGuyane débute ses activités avec des enseignements post-universitaires (EPU) ainsi que des actions de coordination des professionnels de santé et de sensibilisation du grand public ([lire la Lettre pro du 30 septembre](#)).

L'association Sonj lanmou débute ses activités. Présidée par Vanessa Massol, coordinatrice sage-femme au CHU de Guyane – site de Cayenne, elle souhaite améliorer la prise en charge du deuil périnatal en Guyane.

Créée en début d'année et présidée par Evelyne Robin, sage-femme libérale à Rémire-Montjoly, l'Association guyanaise de la ménopause et périménopause a pour objectif d'informer sur les signes cliniques, de toucher les soignants, d'adapter les outils à la population guyanaise et de démystifier cette période de la vie.



Les Amazones, association d'aide aux femmes ultramarines touchées par le cancer, inaugurent leur nid le 8 octobre, à Cayenne. Il s'agit d'un lieu d'accueil et d'activité pour les femmes accompagnées par l'association.

La toute nouvelle association l'Espoir de Kelly, fondée par des parents d'enfants souffrant de cancer, organise sa première marche de sensibilisation, au départ de l'hôpital de Cayenne, mi-septembre. Entre 70 et 80 enfants atteints de cancer sont suivis sur le territoire ([lire la Lettre pro du 23 septembre](#)).

Marie-France Ambouille, présidente de France Alzheimer, est reconduite à la présidence de France assos santé, début avril.

Fin juillet, l'Espace de réflexion éthique régional livre un document réflexif sur l'annonce de mauvaise nouvelle en CDPS. Il s'agit de la première saisine pour laquelle il livre un document. Deux autres sont en cours, l'une sur l'accueil de patients atteints de troubles psychiatriques aux urgences, l'autre sur le rapatriement des corps de patients décédés lors d'une évacuation sanitaire. Dans le même temps, l'Eser a mis en ligne son site internet et organise régulièrement des débats.

Des financements pour la recherche

En 2024, l'Agence régionale de santé a lancé un fonds d'amorçage de la recherche en santé. Il est doté de 4 millions d'euros sur trois ans. De premiers projets ont été financés cette année, pour près d'un million d'euros ([lire la Lettre pro du 21 octobre](#)). Les appels à projets de l'ARS ont permis de faire émerger de nouvelles thématiques de recherche sur le territoire, comme la neurologie, la néphrologie et la gastroentérologie, et d'inciter de nouveaux acteurs à se lancer.

Afin de poursuivre son effort en faveur de la recherche, l'Agence a décidé de soutenir la recherche en santé environnement, avec le lancement d'un appel à projets le 30 mars. Un premier projet a été retenu sur la leptospirose. L'ARS a également sélectionné deux premiers candidats pour des bourses postdoctorales, en biologie moléculaire et en alimentation.

♦ Et aussi...



L'Inserm officialise fin février la création de l'unité mixte de recherche Santé des populations en Amazonie ([lire la Lettre pro du 28 février](#)). Elle regroupera environ 45 chercheurs du CHU de Guyane, de l'Institut Pasteur et de l'Université de Guyane. Le Pr Mathieu Nacher est nommé directeur. En fédérant les chercheurs autour de quatre axes de recherche, l'objectif est de rendre « visible et lisible » la recherche, déjà dynamique sur le territoire.

Le CHU de Guyane crée sa délégation à la recherche clinique et à l'innovation (DRCI), présidée par le Pr Mathieu Nacher et dirigée par Caroline Cartier. Il s'agit à la fois de l'organe décisionnel, stratégique et scientifique du CHU en matière de recherche, tandis que le département recherche innovation santé publique (Drisp), dirigé par le Pr Antoine Adenis, en est l'organe opérationnel. Le centre d'investigation clinique s'autonomise vis-à-vis des Antilles.



La première édition du Congrès amazonien de médecine d'urgence se déroule les 25 et 26 juin, à Cayenne, au cours d'une semaine consacrée à cette spécialité. Celle-ci se termine par un exercice nombreuses victimes (Novi), simulant une attaque d'abeilles tueuses aux îles du Salut. En début de semaine, des discussions ont lieu avec le Conseil national des universités pour la création de postes hospitalo-universitaires dans la spécialité : un poste de PU-PH pour le Dr Alexis Fremery et un poste de professeur associé pour le Dr Rémi-Mutricy ([lire la Lettre pro du 1er juillet](#)).

L'Insee mène, de mai 2025 à janvier 2026, l'enquête Santé en Outre-mer. Elle interroge les personnes sur la façon dont elles perçoivent leur santé, les parcours de soins qu'elles ont suivis ou encore leurs habitudes de vie pouvant avoir un lien avec la santé. Cette enquête permettra de mesurer l'évolution de l'état de santé de la population en Guyane et de la comparer avec celle de l'Hexagone.

Plusieurs soutenances de thèse d'université ont lieu cette année :

- Le 15 septembre, le Dr Flaubert Nkontcho, pharmacien hospitalier au CHU de Guyane – site de Cayenne, sur l'antibiorésistance et les infections urinaires en Guyane française ([lire la Lettre pro du 28 octobre](#)) ;
- Le 1er décembre, Leslie Alcouffe, sur [l'impact du parcours migratoire sur la santé des femmes](#) ;
- Le 12 décembre, le Dr Gabriel Bafunyembaka sur [l'impact de l'asthme sur les complications aiguës de la drépanocytose chez l'enfant en Guyane française](#) ;
- Le 16 décembre, le Dr Célia Basurko sur [l'alimentation des femmes enceintes et des jeunes enfants](#).

Le 30 juin, le Pr Ibtissem Ben Amara, chercheuse au pôle urgences – soins critiques du CHU de Guyane, obtient son habilitation à diriger des recherches, plus haut diplôme universitaire en France, pour [ses travaux sur le stress oxydatif](#).

Fin octobre, le Pr Félix Djossou, chef de pôle de médecine 2 au CHU de Guyane, est nommé directeur de l'école doctorale de Guyane.

De nombreux congrès ont rythmé l'année :

- Colloque sur le cinquantième anniversaire de la Loi Veil, le 17 janvier, avec Christiane Taubira comme grand témoin ;
- Première édition des Journées guyanaises de dermatologie tropicale du 11 au 14 mars ;

- Séminaire Antilles-Guyane « Prélèvement et Greffe », les 13 et 14 mars, au cours duquel est inauguré le mémorial du don d'organe, au CHC ([lire la Lettre pro du 18 mars](#));
- Premier congrès de gynécologie – obstétrique en commune de l'intérieur, les 8 et 9 avril, à Maripasoula ;
- Journées des soignants, les 16 et 17 avril ;
- Premier congrès des maladies rares, les 15 et 16 mai ;
- Journées de néphrologie Antilles-Guyane du 19 au 21 juin ;
- Cycle de miniconférences dans le cadre des Semaines d'information sur la santé mentale (SISM), le 9 octobre ;
- Assises amazoniennes de gynécologie, obstétrique, néonatalogie et anesthésie obstétricale, du 12 au 14 novembre ;
- Journées Antilles-Guyane d'addictologie les 27 et 28 novembre.

Ils nous ont quittés

Le Dr René Garnier, ancien président du conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes, installé à Rémire-Montjoly, début juillet à l'âge de 69 ans ([lire la Lettre pro du 11 juillet](#)).

Nathalie Fontaine, cadre de santé du CHU de Guyane, le 8 juillet.

Suzanne Will-Kong, fondatrice notamment de l'Association guyanaise pour le dépistage organisé des cancers (AGDoc, devenu CRCDC), le 1er septembre, le jour de ses 92 ans. Directrice de la première école maternelle d'application dans le territoire, elle a été l'une des cofondatrices de l'Association départementale des pupilles de l'enseignement public (ADPep), le 29 juin 1971.

Le Dr Alain Combet, ancien gynécologue-obstétricien au Centre Hospitalier de Cayenne, le 25 septembre, à l'âge de 79 ans.

Elliott Villaret, masseur-kinésithérapeute à Rémire-Montjoly, est retrouvé sans vie le 6 octobre en forêt, à Kourou. Âgé de 28 ans, il avait disparu durant un trail.

Le Dr Gérard Dumetz, médecin du travail du CHU de Guyane – site de Cayenne et ancien médecin du travail de l'Agence régionale de santé, le 14 décembre à l'âge de 67 ans.

Politiques publiques



Le [nouveau carnet de santé](#) entre en vigueur, le 1er janvier.

Fin janvier, la loi instaure l'accès direct aux infirmiers en pratique avancée.

La loi instaurant un « nombre minimum de soignants par patient pris en charge » au sein d'établissements assurant le service public hospitalier est publiée fin janvier.

Le 31 mars marque l'ultime étape de la mise en application de la loi de bioéthique du 2 août 2021, garantissant aux personnes nées d'une assistance médicale à la procréation (AMP) avec tiers donneur le droit d'accéder à leurs origines.

François Bayrou, alors Premier ministre, annonce un pacte contre les déserts médicaux. L'une des mesures phares est le dispositif de solidarité territoriale, pour lesquelles les discussions ont débuté entre l'ARS et l'URPS médecins libéraux, fin octobre.

L'Agence nationale de sécurité du médicament fait évoluer les conditions de prescription et de délivrance des analogues du GLP-1 indiqués dans la prise en charge de l'obésité. Depuis fin juin, ces médicaments, disponibles uniquement sur ordonnance, peuvent être prescrits par tout médecin.

À compter du 1er juillet, l'utilisation du nouveau formulaire Cerfa sécurisé pour l'établissement des arrêts de travail est obligatoire, quand l'utilisation du téléservice amelipro n'est pas possible.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics extérieurs où peuvent se trouver des enfants entre en vigueur le 1er juillet. L'interdiction concerne, entre autres, les abords des établissements scolaires, plages, parcs, stades, piscines et autres arrêts de bus, mais ne s'applique pas aux terrasses des cafés, ni aux cigarettes électroniques.

L'arrêté interdisant l'exposition aux écrans des enfants de 0 à 3 ans dans les lieux d'accueil du jeune enfant est publié au Journal officiel, début juillet.

Mi-octobre, Stéphanie Rist est nommée ministre de la Santé, des familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées. Elle succède à Catherine Vautrin et Yannick Neuder.

Depuis le 1er décembre, les fauteuils roulants sont pris en charge intégralement.
Le vaccin HPV Gardasil 9 désormais remboursé pour tous jusqu'à 26 ans.

Agenda

Samedi 3 janvier

► **Fo zot savé.** Le Dr Zakine répondra aux questions de Fabien Sublet sur les injections en médecine esthétique, à 9 heures sur Guyane la 1ère.

Mardi 7 janvier

► **Afterwork de la CPTS**, atelier mixologie 100 % sans alcool dans le cadre de Dry January, à 19h30 à la Domus Medica, à Cayenne. [S'inscrire](#).

Lundi 19 janvier

► **Webinaire** sur la téléconsultation assistée, organisé par la CPTS à 20 heures. [S'inscrire](#).

Lundi 26 janvier

► **Fin de l'appel à soumission** pour les Journées des soignants, sur le [site internet des JDS](#).

Samedi 31 janvier

► **Fin de l'appel à manifestation d'intérêt** Désignation de personnes qualifiées pour le territoire de la Guyane – secteur médico-social, sur le [site internet de l'ARS](#).

► **Fin de l'appel à projets** Création d'un établissement d'accueil médicalisé (EAM) pour personnes en situation de handicap sur le territoire du Centre littoral, sur le [site internet de l'ARS](#).

► **Fin de l'appel à projets** Prévention et promotion de la santé 2026, sur le [site internet de l'ARS](#).

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre pro en écrivant à pierre-yves.carlier@ars.sante.fr

Le message du jour



Agence régionale de santé Guyane

Directeur de la publication : Laurent BIEN

Conception et rédaction : ARS Guyane Communication

Standard : 05 94 25 49 89



www.guyane.ars.sante.fr

[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)